



**RÉGION ACADÉMIQUE  
NOUVELLE-AQUITAINE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

ACCORD-CADRE A BONS DE COMMANDE DE FOURNITURES

Marché public de fournitures courantes

**Installation et location de containers de stockage et de bureaux  
modulaires sur le site de la Direction des Services Départementaux de  
l'Education Nationale du Lot et Garonne à AGEN – DSDEN47 -**

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES  
PARTICULIERES**

**MARCHE N° 2025RANA038**

**Réglementation applicable :**










Code de la commande publique et arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du CCAG applicables aux  
marchés publics de fournitures et services

Procédure : Appel d'offres ouvert

**RECTORAT DE REGION ACADEMIQUE DE NOUVELLE AQUITAINE**

5, Rue Joseph de Carayon Latour  
CS 81499  
33060 BORDEAUX CEDEX

## POINTS CLÉS DU CONTRAT

	<b>Acheteur</b>	Région académique de la Nouvelle Aquitaine
	<b>Objet</b>	Installation et location de containers de stockage et de bureaux modulaires sur le site de la Direction des Services Départementaux de l'Education Nationale du Lot et Garonne à AGEN – DSDEN47 -
	<b>Nombre de lots</b>	Lot unique
	<b>Type de contrat</b>	Accord-cadre à bons de commande
	<b>Prix</b>	Prix unitaires
	<b>Variation des prix</b>	Prix révisables
	<b>Avance</b>	Avec
	<b>Durée/ délai</b>	L'accord-cadre est conclu pour une durée ferme de 24 mois. Les délais d'exécution seront précisés dans les bons de commande
	<b>Développement durable</b>	Le marché comporte des clauses environnementales.

## Table des matières

1.	Dispositions générales du contrat.....	5
1.1.	Objet du contrat .....	5
1.2.	Décomposition du contrat .....	5
1.3.	Type d'accord-cadre .....	5
1.4.	Signature des bons de commande.....	5
2.	Pièces contractuelles .....	5
3.	Durée et délais d'exécution.....	6
3.1.	Durée du contrat .....	6
3.2.	Délais d'exécution.....	6
4.	Prix.....	6
4.1.	Caractéristiques des prix pratiqués .....	6
4.2.	Modalités de variation des prix .....	6
5.	Garanties Financières .....	7
6.	Avance .....	7
6.1.	Montant de l'avance :.....	7
6.2.	Modalités de remboursement de l'avance : .....	7
6.3.	Garanties financières de l'avance.....	7
7.	Modalités de règlement des comptes .....	7
7.1.	Acomptes et paiements partiels définitifs .....	7
7.2.	Présentation des demandes de paiement .....	7
7.2.1.	Dispositions applicables en matière de facturation électronique : .....	7
7.2.2.	Mentions sur les factures.....	8
7.2.3.	Changement de situation du titulaire .....	9
7.3.	Délai global de paiement .....	9
7.4.	Paiement des cotraitants .....	9
7.5.	Désignation et paiement des sous-traitants .....	9
7.5.1.	Désignation de sous-traitants en cours de marché. ....	9
7.5.2.	Modalités de paiement direct.....	10
8.	Conditions d'exécution des prestations .....	11
8.1.	Notification des informations.....	11
8.1.1.	Représentation de l'acheteur .....	11
8.1.2.	Représentation du titulaire .....	11
8.1.3.	Echanges dématérialisés.....	11
8.2.	Exécution des prestations d'installation : .....	11
8.2.1.	Signalisation et sécurisation des chantiers.....	11
8.2.2.	Repliement des installations de chantier, remise en état des lieux .....	11
8.2.3.	Dommages divers causés par la conduite des travaux ou les modalités de leur exécution ...	12
8.3.	Développement durable.....	12
9.	Droit de propriété industrielle et intellectuelle .....	12
10.	Modalités de réception.....	12
10.1.	Vérification .....	12
10.2.	Admission .....	12
10.3.	Décision après vérification.....	12
10.4.	Ajournement.....	13
10.5.	Réfaction.....	13
10.6.	Rejet.....	13
11.	Garantie des prestations.....	13
12.	Maintenance .....	13
13.	Pénalités .....	13
13.1.	Pénalités .....	13
13.2.	Pénalité pour travail dissimulé .....	14
14.	Assurances .....	14
15.	Résiliation du contrat .....	14
15.1.	Conditions de résiliation.....	14
15.2.	Redressement ou liquidation judiciaire .....	14
16.	Règlement des litiges et langues.....	15
17.	Clauses complémentaires .....	15
17.1.	Accès aux données essentielles - open data : .....	15
17.2.	Conditions d'appel à des travailleurs détachés : .....	15
17.3.	Clauses de réexamen (modification du marché en cours d'exécution) : .....	15

17.4.	Protection des données à caractère personnel du titulaire .....	16
17.5.	Confidentialité .....	16
18.	Dérogations.....	16

# 1. Dispositions générales du contrat

## 1.1. Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent :

La mise à disposition de structures modulaires de plain-pied ou sur 2 niveaux maximum à usage de stockage, bureaux et de salle de réunion pour les agents de la DSDEN47, comprenant leur transport, leur installation, leur location et leur enlèvement.

Le contexte général de l'opération ainsi que la description des prestations à réaliser et leurs spécifications techniques sont définis dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

Les prestations seront réalisées sur le site de la DSDEN47 situé 23, rue Roland Goumy à Agen.

## 1.2. Décomposition du contrat

Le marché n'est pas alloti, l'objet du marché ne permettant pas l'identification de prestations distinctes.

## 1.3. Type d'accord-cadre

La référence à la nomenclature communautaire (CPV) est la suivante :

- Pour l'objet principal : 44211100 – Bâtiments modulaires préfabriqués location ;
- Pour l'objet secondaire : 45223800 – Assemblage et montage de structures préfabriquées.

Le présent contrat est un accord-cadre à bons de commande mono-attributaire de fournitures.

Les prestations sont exécutées au fur et à mesure de l'émission de bon de commandes conformément aux articles R.2162-1 et suivants du code de la commande publique.

## 1.4. Signature des bons de commande

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- le nom ou la raison sociale du titulaire ;
- la date et le numéro du marché ;
- la date et le numéro du bon de commande ;
- les délais laissés le cas échéant aux titulaires pour formuler leurs observations ;
- les délais de livraison (date de début et de fin) ;
- les lieux de livraison des prestations ;
- le montant du bon de commande ;
- la nature et la description des prestations à réaliser.

Seuls les bons de commande signés par le représentant du pouvoir adjudicateur peuvent être honorés par le ou les titulaires.

# 2. Pièces contractuelles

Les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- l'acte d'engagement et le bordereau des prix unitaires ;
- le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ses annexes ;
- le cahier des clauses administratives générales (CCAG) fournitures courantes et services arrêté du 30 mars 2021 ;
- l'offre technique du titulaire ;
- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché.

## 3. Durée et délais d'exécution

### 3.1. Durée du contrat

L'accord-cadre (AC) a une durée ferme de 24 mois, à compter de sa date de notification.

Cette durée correspond à la période pendant laquelle l'acheteur peut notifier des bons de commandes au titulaire.

### 3.2. Délais d'exécution

Les bons de commande successifs définiront précisément les délais de réalisations des différentes prestations.

Si un bon de commande est émis en fin d'exécution du marché, il restera valide 3 mois après l'expiration du marché en application duquel il a été émis.

## 4. Prix

### 4.1. Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par des prix unitaires selon les stipulations de l'acte d'engagement.

### 4.2. Modalités de variation des prix

Par dérogation à l'article 10.1.2 du CCAG, les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques au mois de signature de l'acte d'engagement par le titulaire ; ce mois est appelé " mois zéro ". Les prix du Bordereau des Prix Unitaires sont révisés une fois à l'issue de la première période de location de 15 mois, par application aux prix du marché d'un coefficient Cn donné par la formule :

$$Cn = I(n) / I(o)$$

selon les dispositions suivantes :

- Cn : coefficient de révision ;
- Le mois " n " est le mois qui précède le mois au cours duquel commence la nouvelle période d'application de la formule. Les prix ainsi révisés sont invariables durant cette période ;
- Index I(n) : valeur du dernier index définitif de référence **mis en ligne (DML) au 1<sup>er</sup> jour du mois n** ;
- Index I(o) : valeur de l'index de référence au mois zéro.

L'indice utilisé est publié par l'INSEE : loyers des activités tertiaires (ILAT) – Base 100 au 1<sup>er</sup> trimestre 2010 - Identifiant 001617112.

Cet indice est accessible via le lien suivant : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/001617112>

Le coefficient (Cn) est arrondi au millième supérieur de la manière suivante :

- si la 4<sup>ème</sup> décimale est égale à 0, le millième est inchangé ;
- si la 4<sup>ème</sup> décimale est supérieure à 0, le millième est augmenté d'une unité.

Le titulaire du marché devra envoyer dans les 10 jours précédant la nouvelle période d'application du BPU, le bordereau des prix révisé avec les justificatifs afférent pour le calcul de la formule.

**A défaut de présentation du bordereau de prix révisés avant la nouvelle période d'application de la formule, les prix renseignés dans le bordereau remis pour la période précédente demeurent applicables.**

En cas d'erreur de calcul sur le bordereau des prix révisés transmis par le titulaire, l'acheteur donnera un délai de 5 jours au titulaire pour corriger ces éléments, faute de quoi les prix renseignés dans le bordereau remis pour la période précédente demeurent applicables.

## 5. Garanties Financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

## 6. Avance

### 6.1. Montant de l'avance :

L'option B du CCAG Fournitures courantes et services est retenue.

Une avance est accordée au titulaire lorsque le montant des prestations du bon de commande, le cas échéant est supérieur à 50.000€ HT et d'une durée d'exécution supérieure à deux mois, celle-ci est alors calculé à hauteur de 30% du montant du marché ou du bon de commande dans le cadre d'un accord-cadre à bons de commande.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Toutefois, le titulaire peut refuser le versement de l'avance.

### 6.2. Modalités de remboursement de l'avance :

Le remboursement de l'avance se fera conformément aux dispositions de l'article R2191-11 du code de la commande publique.

### 6.3. Garanties financières de l'avance

Sans objet.

## 7. Modalités de règlement des comptes

### 7.1. Acomptes et paiements partiels définitifs

Il n'est pas prévu de versement d'acompte.

### 7.2. Présentation des demandes de paiement

#### 7.2.1. Dispositions applicables en matière de facturation électronique :

La transmission des factures s'effectue par voie dématérialisée.

Le titulaire a le choix entre plusieurs modes de transmission des factures :

#### 1) Mode portail :

Utiliser le portail Chorus Pro accessible par internet en se connectant à l'URL <https://chorus-po.gouv.fr> aux fins de soit :

- déposer ses factures sur le portail ;
- saisir directement ses factures.

#### 2) Mode service ou API (Application Programming Interface)

Chorus Pro offre l'ensemble de ses fonctionnalités sous forme de services intégrés dans un portail tiers. L'émetteur de facture s'identifie via les API, et accède à l'ensemble des services de Chorus Pro comme par exemple le dépôt ou saisie de factures, le suivi du traitement des factures, l'adjonction et téléchargement de pièces complémentaires, etc.

#### 3) Mode EDI (Echange de données informatisées)

Envoyer ses factures par raccordement direct à la solution mutualisée ou à partir d'un système tiers par transfert de fichier.

Chorus Pro permet des échanges d'informations par flux issus des systèmes d'information des fournisseurs. L'émetteur de facture adresse ses flux soit directement à Chorus pro soit par l'intermédiaire d'un opérateur de dématérialisation

Préalables techniques et réglementaires : pour connaître les conditions techniques (guide utilisateurs du portail, kit de raccordement technique et spécifications du format normalisé d'échange) et réglementaires dans lesquelles s'opère la dématérialisation des factures, le titulaire est invité à consulter le portail internet suivant : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/>

Pour tout renseignement complémentaire, le titulaire peut s'adresser à : <https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e2s1/>

En cas de groupement d'opérateurs économiques conjoint ou solidaire, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

#### Informations à utiliser pour la facturation électronique sur Chorus Pro

- Indiquer lors du dépôt, dans le bloc destinataire que le destinataire est l'Etat ;
- - Le code service de l'entité MAÎTRE D'OUVRAGE facturée : RECCHOR033
- - Le numéro d'engagement juridique communiqué lors de la notification du marché
- Reprendre les mentions du bon de commande

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

#### **7.2.2. Mentions sur les factures**

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

1. la date d'émission de la facture ;
2. le nom et la raison sociale du créancier ;
3. la désignation de la collectivité débitrice ;
4. le numéro du marché ;
5. le numéro unique du bon de commande ;
6. la référence d'inscription au répertoire du commerce et au répertoire des métiers, le cas échéant ;
7. le numéro de SIRET du titulaire ;
8. le numéro du compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé au contrat ;
9. la date de livraison des fournitures ;
10. le décompte des sommes dues : type de fournitures, quantité, prix de base hors révision et hors taxes ;
11. l'indication du taux et du montant de la TVA applicable au moment des prestations ou le cas échéant le bénéfice d'une exonération, et le numéro de TVA intracommunautaire le cas échéant ;
12. le montant total TTC des fournitures livrées ;
13. en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;
14. en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors taxes ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT ;
15. l'état liquidatif des variations des prix ;

Tout rabais remise ristourne ou escompte acquis et chiffrable lors de l'opération et directement applicable à cette opération.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R123-221 du Code de commerce.

En cas d'application sur la facture d'une variation de prix, le titulaire devra joindre à celle-ci **un état liquidatif des révisions / actualisations de prix**. Ce document précisera :

- La référence du marché, le cas échéant, des avenants et décisions de poursuivre ;
- Le mois d'exécution de la prestation faisant l'objet de la révision / actualisation ;
- Le montant hors taxes des différentes sommes faisant l'objet de la révision / actualisation ;
- Le(s) coefficient(s) de révision/ actualisation, accompagné(s) des calculs ayant permis sa détermination [valeur des indices concernés I(0), I(n) ou I(n-nombre de mois de décalage), détail du calcul de Cn...] ;
- Le taux et le montant de TVA sur révision /actualisation ;



- Le montant TTC de la (les) revalorisation(s).

### **7.2.3.Changement de situation du titulaire**

Si le titulaire du marché ou un de ses membres voit sa situation administrative changer, il devra en informer sans délai l'acheteur, afin de ne pas retarder le paiement des factures.

Ainsi, le Titulaire du présent marché s'engage à avertir, sans délai, l'acheteur de toutes les modifications se rapportant :

- à la forme juridique d'une entreprise membre du Groupement ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son domicile ou à son siège social.

- au capital social

- références bancaires.

A l'appui de cette information, seront fournies toutes pièces justificatives utiles (procès-verbal d'assemblée générale des actionnaires, extrait Kbis, RIB ...).

## **7.3. Délai global de paiement**

---

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

## **7.4. Paiement des cotraitants**

---

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement. Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

## **7.5. Désignation et paiement des sous-traitants**

---

### **7.5.1.Désignation de sous-traitants en cours de marché.**

Le titulaire peut confier l'exécution d'une partie des prestations du marché à un ou plusieurs sous-traitants, à **condition d'avoir obtenu l'accord préalable de l'acheteur** et l'agrément des conditions de paiements du sous-traitant. En cas de sous-traitance, le titulaire reste responsable de l'exécution de toutes les obligations du marché.

L'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément des conditions du contrat de sous-traitance sont constatés par un acte spécial (formulaire DC4) signé par le Maître d'ouvrage et par l'entrepreneur qui conclut le contrat de sous-traitance.

L'acte spécial précise tous les éléments contenus dans la décision prévue aux articles L 2193-1 et suivants et R 2193-1 et suivants du CCP et notamment :

- Le n° SIRET et l'adresse du sous-traitant ;
- Le RIB du sous-traitant, en format bancaire ;
- Le descriptif détaillé de la prestation sous-traitée (sous la forme de prix forfaitaires).

Pour chaque sous-traitant présenté pendant l'exécution du marché, l'Entrepreneur titulaire devra joindre, en sus du projet d'acte spécial (**DC4**) une copie du contrat de sous-traitance accompagné d'un **descriptif quantifié et chiffré des travaux sous-traités, prenant la forme d'un devis ou d'une DPGF** et des pièces ci-après :

**1) Capacité juridique :**

**a) Déclaration sur l'honneur** (DC1, DUME ou équivalent) du sous-traitant attestant qu'il ne fait pas l'objet d'une des interdictions de soumissionner telles que définies aux articles du code de la commande publique et qu'il est en règle au regard des articles du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés.

**2) Capacité économique et financière :**

**a) Attestation d'assurance de responsabilité civile professionnelle** en cours de validité ;

**b) Déclaration** concernant le **chiffre d'affaires** global du sous-traitant et son chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public, portant sur les trois derniers exercices.

**3) Capacités techniques et professionnelles :**

**a) Liste des travaux exécutés** par le sous-traitant au cours des cinq dernières années, assortie d'attestations de bonne exécution pour les travaux les plus importants (montant, date, lieu, précise si effectués selon les règles de l'art et menés régulièrement à bonne fin) ;

**b) Déclaration** indiquant les **effectifs moyens** annuels du sous-traitant et l'importance du personnel d'encadrement pendant les trois dernières années.

**4) Vérification de la situation fiscale, sociale et assurantielle :** pièces visées aux articles R.2143-6 et suivants du code de la commande publique, à savoir notamment :

**a) Certificats** délivrés par les administrations et organismes compétents ;

**b) Pièces** prévues aux articles R.1263-12, L.2312-27, D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8254-2 à D.8254-5 du code du travail ;

**c) Numéro** unique d'identification INSEE du candidat ;

**d) En cas** de redressement, copie du ou des jugements prononcés ;

**e) Attestation** d'assurance de responsabilité civile décennale en cours de validité.

Ces documents sont à adresser par mail au maître d'œuvre, copies à l'adresse [ce.sraae@region-academique-nouvelle-aquitaine.fr](mailto:ce.sraae@region-academique-nouvelle-aquitaine.fr) et à l'ingénieur du SRAPIE en charge du dossier.

#### **7.5.2.Modalités de paiement direct**

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur au titulaire du marché exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro.

Les règlements des sous-traitants ayant droit au paiement direct s'effectueront dans les conditions prévues par les articles R.2193-10 à R.2193-16 du code de la commande publique.

En complément de l'article 12.1.7 du CCAG travaux, le titulaire transmet avec sa demande de paiement la copie des factures des sous-traitants acceptées, complétées ou rectifiées par lui.

Le paiement des factures du sous-traitant sera effectué par le maître d'ouvrage sur la base de l'acceptation totale ou partielle des factures du sous-traitant par le titulaire.

En l'absence de notification au maître d'ouvrage par le titulaire, dans les 15 jours de la demande de paiement adressée par le sous-traitant au titulaire, de son refus total ou partiel de la facture du sous-traitant, le maître d'ouvrage procédera au paiement des factures sur la base de la demande qui lui aura été adressée par le sous-traitant dans les conditions prévues par le code de la commande publique.

Ces dispositions sont applicables aux demandes de paiement en cours de marché et pour solde du contrat de sous-traitance.

## **8. Conditions d'exécution des prestations**

Le titulaire est tenu de mettre en œuvre, dans le cadre des missions qui lui sont confiées, tous les procédés et moyens lui permettant de réaliser les prestations conformément aux spécifications du cahier des charges. Pour les prestations qui lui incombent, le titulaire doit strictement respecter les délais, les coûts et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant le marché. Les prestations doivent être conformes aux prescriptions de l'ensemble des normes homologuées ou à toute norme européenne équivalente. Cette disposition vaut non seulement pour les normes en vigueur au jour de la passation du marché mais également pour toutes les nouvelles normes qui deviendraient effectives en cours d'exécution du marché.

### **8.1. Notification des informations**

#### **8.1.1.Représentation de l'acheteur**

L'interlocuteur désigné par l'acheteur est chargé du suivi de l'exécution des prestations. Il est désigné après la notification de l'accord-cadre.

L'acheteur notifie toute modification de l'interlocuteur au titulaire.

#### **8.1.2.Représentation du titulaire**

Le titulaire désigne un ou plusieurs interlocuteurs, habilités à le représenter auprès de l'acheteur, pour les besoins de l'exécution de l'accord-cadre.

Cet ou ces interlocuteurs sont désignés par dérogation à l'article 3.4 du CCAG FCS, dans l'offre du titulaire.

D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par l'acheteur en cours d'exécution de l'accord-cadre.

Le titulaire s'engage à informer, sans délai, l'acheteur de toute modification d'interlocuteur désigné.

#### **8.1.3.Echanges dématérialisés**

L'acheteur notifie au titulaire les décisions ou informations qui font courir un délai, par tout moyen dématérialisé (profil acheteur PLACE ou adresse électronique mentionnée dans les documents particuliers du marché) permettant de déterminer de façon certaine la date et, le cas échéant, l'heure de sa réception.

Les échanges dématérialisés autres que ceux faisant courir un délai s'effectuent : par messagerie électronique à l'adresse indiquée à l'acte d'engagement.

### **8.2. Exécution des prestations d'installation :**

#### **8.2.1.Signalisation et sécurisation des chantiers**

L'entreprise devra assurer la signalisation de la zone de chantier et en interdire l'accès à toutes personnes étrangères à la réalisation des travaux.

Outre la sécurité des employés de chantier et des personnels ou visiteurs, cette signalisation devra permettre d'éviter toute dégradation des travaux effectués et d'assurer à tout moment l'accès au site.

#### **8.2.2.Repliement des installations de chantier, remise en état des lieux**

Le titulaire a la responsabilité du nettoyage et de la protection des ouvrages existants et réalisés par ses soins jusqu'à l'admission des prestations par le représentant du pouvoir adjudicateur.

Il s'assurera de la propreté des lieux immédiats et environnants et veillera surtout à ne pas être la cause d'incident ou d'accident.

Le nettoyage des zones de travail sera assuré chaque jour, pendant et à la fin de chaque journée.

Toutes les protections mises en place pour la durée du chantier seront enlevées et évacuées à la fin du chantier.

### **8.2.3. Dommages divers causés par la conduite des travaux ou les modalités de leur exécution**

Le titulaire supporte seul les conséquences pécuniaires des dommages de toute nature qui pourraient être causés à des tiers, ses sous-traitants intervenant sur le chantier, du fait de la réalisation des travaux et prestations objet du marché.

L'admission prononcée ne fait pas obstacle à ce qu'un recours puisse être exercé à l'encontre du titulaire, en cas de réclamation auprès du représentant du pouvoir adjudicateur en raison de tous dommages matériels, immatériels et/ou corporels subis par des tiers, même si au jour de l'admission lesdits dommages ne sont ni apparents ni connus.

## **8.3. Développement durable**

### **Protection de l'environnement :**

Il est fait application de l'article R.2111-10 du code de la commande publique, en prévoyant des spécifications techniques à caractère environnemental.

Dans le cadre des prestations objet du marché, le titulaire s'engage à mettre tout en œuvre pour garantir :

- La gestion des déchets produits en cours d'exécution du marché et notamment leur traçage/traçabilité vers des filières de recyclage DEEE ;
- La diminution des rejets CO<sup>2</sup>, notamment le recyclage des consommables ;
- Une organisation interne pour le suivi, le recyclage ou la dépollution des déchets produits ou collectés lors de l'exécution du marché en tenant compte de la nécessité d'utiliser l'application TRACKDECHETS pour le suivi administratif et technique des déchets concernés ;
- La prise en compte des consommations énergétiques lors de la proposition de matériel.

## **9. Droit de propriété industrielle et intellectuelle**

Aucun droit de propriété intellectuelle n'est applicable à ce contrat.

## **10. Modalités de réception**

Les travaux d'installation des modulaires doivent être conformes aux stipulations du marché et à la réglementation en vigueur.

### **10.1. Vérification**

A l'issue des travaux d'installation des modulaires, le maître d'ouvrage procède, en présence du titulaire du marché, aux opérations de vérification des modulaires et des équipements.

Préalablement à l'admission des prestations d'installation, le titulaire du marché remet au représentant du pouvoir adjudicateur :

- Les spécifications de pose ;
- Les prescriptions de maintenance des éléments d'équipement mis en œuvre.

Un état des lieux sera dressé contradictoirement entre le titulaire et le représentant du pouvoir adjudicateur pour l'ensemble des travaux.

### **10.2. Admission**

Le représentant du pouvoir adjudicateur prononce l'admission des prestations, sous réserve des vices cachés, si elles répondent aux stipulations du marché.

### **10.3. Décision après vérification**

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du CCAG-FCS.

L'admission prend effet à la date de notification au titulaire de la décision d'admission ou en l'absence de décision dans un délai de quinze (15) jours calendaires à compter de la livraison des modulaires.

## 10.4. Ajournement

Il est fait application de l'article 30.2 du CCAG-FCS.

## 10.5. Réfaction

Il est fait application de l'article 30.3 du CCAG-FCS.

## 10.6. Rejet

Il est fait application de l'article 30.4 du CCAG-FCS.

# 11. Garantie des prestations

Conformément à l'article 33 du CCAG-FCS, le délai de garantie est, sauf prolongation décidée par le maître d'ouvrage, d'un an à compter de la date de notification de la décision d'admission des prestations d'installation des modulaires.

# 12. Maintenance

Les prestations feront l'objet d'une maintenance assurée par le titulaire pendant toute la durée du marché à compter de la date d'admission des prestations. Les conditions de cette maintenance sont définies à l'article 32 du CCAG-FCS.

# 13. Pénalités

Tout manquement du titulaire à ses obligations contractuelles peut donner lieu à pénalité, tel qu'indiqué ci-après.

Les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable, et sans mise en œuvre d'un contradictoire par dérogation à l'article 14.1 du CCAG FCS.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de ses obligations, du fait du paiement desdites pénalités. L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de l'acheteur de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie du marché aux frais et risques du titulaire. Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG/FCS, il n'est pas prévu de seuil d'exonération des pénalités, ni de plafonnement.

Le pouvoir adjudicateur informe le titulaire prioritairement via la plate-forme des achats de l'Etat (PLACE) (avec accusé de réception) ou à défaut via LRAR du manquement constaté et de l'application des pénalités correspondantes.

L'application de ces pénalités est réalisée par réfaction sur les factures ou par l'émission d'un titre de recette.

## 13.1. Pénalités

En cas de défaillance du titulaire, pour des prestations non conformes au présent contrat, les manquements constatés donnent lieu à l'application de pénalités cumulables entre elles.

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, les pénalités appliquées sont les suivantes (jours calendaires).

OBJET	Montant en €HT
Retard dans la transmission des éléments demandés (assurances, etc...)	50€/jour de retard

Retard de la mise à disposition des modulaires	0.5% du montant du bon de commande par jour de retard
Retard dans l'enlèvement des modulaires	200€ par jour de retard
Retard pour une intervention dans le cadre de la maintenance	100€ par jour de retard

## 13.2. Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique après mise en demeure, une pénalité correspondant à 10% du montant de chaque bon de commande en cours d'exécution. Le montant de cette pénalité ne peut excéder celui des amendes encourues en application des articles L8224-1, L8224-2 et L8224-5 du code du travail.

## 14. Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, le titulaire doit avoir contracté les assurances lui permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'acheteur et des tiers pour l'exécution des prestations.

Le titulaire du marché doit justifier, dans un délai de quinze (15) jours suivant la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, au moyen d'une attestation portant mention de l'étendue de la garantie, qu'il est titulaire d'un contrat garantissant l'intégralité des conséquences pécuniaires de la responsabilité civile pouvant lui incomber, à quelque titre que ce soit, y compris du fait de ses sous-traitants à la suite de dommages corporels, matériels et/ou immatériels consécutifs ou non causés aux tiers y compris au représentant du pouvoir adjudicateur ou à l'occasion des prestations objet du présent marché.

À tout moment durant l'exécution du contrat, le titulaire doit être en mesure de produire ces attestations, sur demande de l'acheteur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

## 15. Résiliation du contrat

### 15.1. Conditions de résiliation

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

Par dérogation à l'article 42 du CCAG FCS, la décision de résiliation prise sur le fondement d'un motif d'intérêt général ne donnera lieu à aucune indemnité.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

### 15.2. Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci

si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

## **16. Règlement des litiges et langues**

En cas de litige, seul le Tribunal administratif de Bordeaux est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

## **17. Clauses complémentaires**

### **17.1. Accès aux données essentielles - open data :**

En application de l'article R.2196-1 du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur publiera sur son profil acheteur les données essentielles mentionnées dans l'annexe 15 du code de la commande publique et relatives au présent marché.

### **17.2. Conditions d'appel à des travailleurs détachés :**

Toute entreprise qui exécute des prestations dans le cadre du présent marché (titulaire, mandataire et co-traitant en cas de groupement et sous-traitant le cas échéant) ou entreprise de travail temporaire établie à l'étranger devra remettre une copie de déclaration de détachement relative aux salariés détachés avant le début de chaque détachement conformément à l'article R 1263-12-1 du Code du Travail. Elle devra également respecter en cas d'accident du travail d'un travailleur détaché, les dispositions de l'article R1262-2 du Code du travail.

### **17.3. Clauses de réexamen (modification du marché en cours d'exécution) :**

Par dérogation à l'article 25 du CCAG fourniture et service et conformément à l'article R2194-1 du code de la commande publique, l'acheteur pourra réexaminer le marché dans les cas suivants :

- **En cas de disparition d'un indice de révision des prix**, le calcul s'effectuera sur l'indice de remplacement en utilisant le coefficient de raccordement nécessaire ; à défaut d'indice de remplacement unique, les parties utiliseront l'indice le plus proche sur proposition du titulaire du marché et après l'accord du pouvoir adjudicateur ou de son représentant.

Le changement d'indice sera acté par un certificat administratif, il produira son effet à la date d'introduction de la nouvelle série et pourra donc avoir un effet rétroactif pour le calcul de la révision de prix.

- **A la suite d'une opération de restructuration ou de reprise du titulaire initial**, à condition que cette cession n'entraîne pas d'autres modifications substantielles et ne soit pas effectuée dans le but de soustraire le marché public aux obligations de publicité et de mise en concurrence :

Le nouveau titulaire en informe immédiatement le pouvoir adjudicateur ou son représentant, en lui transmettant les justificatifs nécessaires de l'opération de restructuration (RIB, Kbis ou équivalent, Extrait de parution au journal officiel éventuel, PV de décision le cas échéant...), il doit remplir les conditions qui avaient été fixées par l'acheteur pour la participation à la procédure de passation du marché public initial.

La cession de marché sera actée par un certificat administratif, accompagné des justificatifs nécessaires.



- **En cas de modification de la répartition financière entre les cotraitants du marché**, à montant de marché constant (et sans ajout ou suppression de membre du groupement), la modification de la répartition entre les membres du groupement pourra être actée par voie d'Ordre de Service ou de Certificat administratif, accompagnée de la nouvelle répartition financière signée par tous les membres du groupement.

- **En cas de mise en œuvre de la clause de réexamen prévue par le CCAG du marché**, les dispositions de la circulaire du 20 novembre 1974 relative à l'indemnisation des titulaires de marchés publics en cas d'accroissement imprévisible de leurs charges économiques seront prise en compte pour le calcul de la prise en charge du surcoût financier. Ce réexamen sera mis en œuvre par le biais d'un avenant.

Le réexamen pourra être mis en œuvre pendant toute la durée du marché si les conditions précitées sont remplies.

Toute autre modification non prévue dans le présent article ou établie selon des éléments différents de ceux listés ci-dessus devra faire l'objet d'un avenant passé conformément aux dispositions des articles R2194-1-2 à R2194-9 du code de la commande publique.

## **17.4. Protection des données à caractère personnel du titulaire**

Les informations recueillies dans le cadre du présent contrat, font l'objet d'un traitement informatique par entité de test pour les finalités suivantes : exécution administrative, technique et financière du contrat. Ce traitement est nécessaire à l'exécution d'une mission d'intérêt public dont entité de test est investie.

Le ou les destinataire(s) des données sont des personnes habilitées par entité de test à raison de leurs attributions ou de leur droit à connaître de ces données pour l'exercice de leurs missions. Les données collectées sont uniquement destinées à un usage interne et ne sont en aucun cas cédées ou vendues à des tiers.

Ces informations et données seront conservées pendant la durée nécessaire à l'exécution de la finalité du traitement, après quoi elles seront archivées jusqu'à expiration des exigences légales, soit 10 ans à compter de la date de fin d'exécution du contrat.

Conformément au Règlement (UE) 2016/679 dénommé « Règlement Européen sur la Protection des Données » et à la loi « Informatique et libertés » du 6 janvier 1978 modifiée, le titulaire dispose pour les traitements le concernant, de droits d'accès aux données, de rectification, d'opposition, à l'effacement ou à la limitation ; ainsi que d'introduire une réclamation auprès de la CNIL, et du droit à communiquer des instructions sur le sort de ces données en cas de décès.

Le titulaire peut exercer ces droits en contactant le Délégué à la Protection des Données (DPO) à l'adresse postale : Délégué à la Protection des Données, Rectorat de région académique Nouvelle Aquitaine, 5, Rue Joseph de Carayon Latour, CS 81499, 33060 BORDEAUX CEDEX.

Pour en savoir plus, le titulaire peut consulter ses droits sur le site de la CNIL.

## **17.5. Confidentialité**

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations, les documents et les objets auxquels il aura eu accès lors de l'exécution de l'accord-cadre, sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel. Ces informations, documents ou objets ne peuvent être, sans autorisation expresse de l'acheteur, divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le titulaire, hors de l'accord-cadre ou à l'issue de son exécution.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces obligations à l'ensemble de son personnel, le cas échéant à ses sous-traitants et fournisseurs.

Le titulaire et son personnel doivent adopter une attitude particulièrement discrète conformément à l'article 5 du CCAG/FCS.

En cas de non-respect de cette clause de confidentialité, le marché peut être résilié aux torts du titulaire comme prévu à l'article 41 du CCAG/FCS.

## **18. Dérogations**

Il est dérogé aux articles 3.4 – 10.1.2 - 14.1 - 25 - 42 du CCAG FCS.